

Faire sens dans la crise: le PTB et l'héritage militant syndical dans la sidérurgie liégeoise

Par Cecile Piret



En Belgique, le Parti du travail de Belgique (PTB), d'origine maoïste, s'est imposé comme le parti incontournable de la nouvelle gauche radicale. Ses succès électoraux reposent sur des stratégies d'implantation dans les entreprises, qui illustrent les possibilités d'une réarticulation des luttes syndicales et politiques dans des mondes industriels en proie à de profondes restructurations, comme nous le montre Cécile Piret dans cet article[\[1\]](#).

En Belgique, le PTB, d'origine maoïste, s'est imposé comme le parti incontournable de la nouvelle gauche radicale. Depuis son Congrès du « renouveau » en 2008, il connaît en effet une progression électorale continue. La réussite du PTB repose sur une stratégie singulière consistant à se présenter comme l'expression politique des travailleuses et des travailleurs. Les cadres du parti revendiquent publiquement une analyse marxiste de la société et affirment vouloir incarner les aspirations de la « classe travailleuse », catégorie politique privilégiée à celle du « peuple ». Leur programme met ainsi l'accent sur des revendications de type socio-économiques : abaissement de l'âge légal de départ à la retraite, relèvement du salaire minimum, instauration d'une taxe sur les millionnaires, etc.

Sur le plan organisationnel, le parti développe une implantation « sur le terrain », fondée sur des groupes de base, notamment au sein des entreprises, afin de consolider son ancrage dans les mondes du travail. En période préélectorale, il organise des « Grandes Enquêtes » pour lesquelles ses militant·es parcourent le pays et les lieux de travail pour recueillir les préoccupations des salarié·es et construire leur programme. Par ailleurs, le PTB ambitionne de rendre les parlements plus accessibles aux catégories populaires. À cette fin, il met ostensiblement en avant la présence de candidats issus des mondes du travail sur leurs listes. À l'issue des élections de juin 2024, le parti souligne ainsi que « parmi les 50 élus du PTB, il y a 18 ouvriers et ouvrières »^[2]. Lors de ces mêmes élections, le parti revendique également la présence de 206 syndicalistes sur leurs listes électorales, issus principalement de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) et de la Confédération des syndicats chrétiens (CSC)^[3]. Cette imbrication affichée entre le PTB et les organisations syndicales, pouvant informer autant d'une stratégie du parti que d'une nouvelle opportunité d'engagement politique des membres des syndicats^[4], n'a rien d'évident au regard de leurs trajectoires respectives.

Le cas de Cockerill, à Liège, illustre comment le PTB s'est ancré durablement dans le monde du travail en s'appuyant sur l'héritage syndical local, dans un contexte de restructurations industrielles et de déclin de l'encadrement socialiste.

Une lente mais fructueuse implantation du parti dans les mondes ouvriers liégeois

À l'origine, le PTB n'a rien à voir avec le mouvement ouvrier liégeois, mais trouve ses racines dans les contestations étudiantes de 1967-68 liées à la scission linguistique de l'Université catholique de Leuven. Ces mobilisations donnent naissance en 1970 à une organisation maoïste et flamande, AMADA (*Alle Macht Aan De Arbeiders*), puis en 1974 à son équivalent francophone, TPO (*Tout le pouvoir aux ouvriers*). C'est de cette organisation que naît finalement le PTB en 1979. Enracinés en Flandres mais souhaitant s'étendre en Wallonie, des militants du parti décident de s'implanter dans la région liégeoise. C'est le cas notamment d'Hubert Hedebeuw, père de l'actuel président du PTB Raoul Hedebeuw, qui ira travailler dans les usines sidérurgiques de Cockerill^[5].

L'influence de militants maoïstes à Cockerill est cependant peu significative dans ces années-là, probablement en raison de la forte concurrence avec les courants de gauche radicale communistes et anarcho-syndicalistes issus de la mouvance « renardiste » ancrés depuis plus longtemps dans l'entreprise^[6]. Le PTB engage néanmoins différentes stratégies de déploiement dans les espaces populaires. De premières maisons médicales « Médecine pour le Peuple » en Wallonie sont d'abord fondées dans deux communes du bassin liégeois, à Herstal (1979) puis à Seraing (1984). Créées par des médecins membres du parti, ces maisons médicales, actuellement au nombre de onze dans tout le pays, visent à faciliter l'accès aux soins pour les milieux populaires et à sensibiliser aux enjeux de santé au travail et aux inégalités, tout en servant de lieux d'intermédiation politique entre les quartiers populaires et le parti^[7]. En outre, le PTB ouvre des groupes de base dans des quartiers populaires et dans des entreprises, mais également à travers ses organisations de jeunesse (Comac, Redfox) et féministe (récemment renommée Zelle).

Ce sont précisément dans ces deux communes liégeoises d'Herstal et de Seraing que le PTB mène ses premières campagnes électorales fructueuses. Un tournant dans sa stratégie électorale est acté lors du Congrès de 2008 : dorénavant, l'activité parlementaire doit être investie au même titre que les actions extra-parlementaires, ce qui va se traduire dans une attention accrue aux campagnes concrètes, aux « petites victoires » locales et à la visibilité de porte-parole issus du monde du travail. Cela porte ses fruits. Au fil des scrutins, son électorat s'affirme comme majoritairement issu des milieux populaires et ouvriers, tandis qu'il demeure très faiblement représenté parmi les cadres et les professions libérales^[8].

La remobilisation d'éléments d'un héritage syndical à Cockerill

Le Congrès de 2008 marque également un tournant important concernant les rapports que le PTB construit avec les organisations syndicales. Il décide d'abandonner une posture d'opposition frontale aux syndicats pour adopter une tactique syndicale plus souple de « critique constructive », et réaffirme l'importance donnée à l'organisation du travail militant dans les entreprises. C'est le cas dans l'entreprise sidérurgique Cockerill, propriété d'ArcelorMittal lors de mon enquête, où le parti travaille activement à y développer son implantation. Les militants du PTB dans l'entreprise vont en effet s'y afficher comme les héritiers d'un syndicalisme d'entreprise « combatif » qu'ils cherchent à transmettre et redynamiser, dans un contexte où, malgré les profondes transformations du pouvoir syndical dans l'entreprise, le taux d'affiliation syndicale est resté remarquablement élevé dans un contexte de restructurations successives depuis les années 1970^[9]. En particulier, à partir des années 2000, les restructurations enclenchées par le groupe Arcelor et ensuite ArcelorMittal permettent indirectement au PTB de gagner en visibilité auprès des travailleurs. Des militant·es, délégué·e·s affilié·es et des cadres locaux du parti jouent un rôle important de mobilisations et d'organisations d'actions collectives contre les annonces de fermeture de la phase à chaud en 2011 et de sites de la phase à froid en 2013. Ils organisent notamment des actions en réseaux, entre travailleurs de différents sites de l'entreprise dont la coordination, du fait de leur dispersion géographique dans le bassin liégeois, ne va pas de soi. Parmi ces militants, on peut citer Frédéric Gillot, délégué syndical FGTB pendant de nombreuses années dans l'entreprise, qui deviendra, après avoir quitté le Parti socialiste, une figure ouvrière du parti en devenant parlementaire wallon aux élections de 2014.

Le PTB se distingue également nettement des autres partis politiques en refusant le paradigme dominant de la reconversion post-industrielle du bassin liégeois à laquelle l'ensemble des autres formations politiques adhèrent. Sous la houlette de bourgmestres socialistes, la ville de Seraing fait ainsi l'objet dès le début des années 2000 d'un *Master Plan* visant la reconversion urbaine d'anciens sites usiniers du bas de la ville. Ce plan anticipait ainsi, à ses débuts, la fermeture des sites de la phase à chaud (pour les convertir notamment en espaces de bureau, de logements et un centre commercial), témoignant de la volonté des socialistes locaux de tourner la page de ladite « Cité du fer ». À l'inverse, le PTB défend le maintien d'une sidérurgie intégrée sous statut public, apparaissant ainsi comme la seule force politique à porter une alternative industrielle assumée^[10] et, ce faisant, comme le relai des revendications syndicales. Leur proposition fait en effet écho à la proposition d'alternative à la fermeture portée par les organisations syndicales de régionalisation de la sidérurgie liégeoise. Les deux mobilisent une conception du contrôle ouvrier et de démocratie au sein de l'entreprise, et non une simple opération de sauvetage financée par les pouvoirs publics.

L'implantation du PTB dans la sidérurgie liégeoise ne s'explique donc pas uniquement par sa stratégie organisationnelle et politique. Elle tient aussi à la manière dont le parti mobilise et se réapproprie des éléments de l'héritage syndical. C'est en particulier le cas avec le militantisme communiste, alors même que, historiquement, le PTB et le Parti communiste belge (PCB) étaient des organisations adverses. En Belgique, les communistes n'ont pas eu leur propre organisation syndicale, mais ont été un des acteurs à l'origine de la fondation de la FGTB en 1945, avec les socialistes et les renardistes. Malgré la mise à l'écart progressive de

ces militants au sein de la FGTB, le maintien jusqu'à la fin des années 1980 d'une influence communiste au sein des métallurgistes liégeois est réelle : en 1971, le président et le vice-président de la délégation syndicale de Cockerill sont en effet communistes ; et des chiffres du Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP) avancent que 20% des délégués syndicaux de Cockerill sont membres du Parti communiste au milieu des années 1970^[11]. Dans les années 1980, les militants communistes ne sont plus à la tête de la délégation de l'entreprise, mais continuent à être influents dans le syndicat jusqu'à la fin de la décennie.

Alors que le PCB ne possède plus, depuis 1985, de représentation parlementaire, ni guère de base militante très peu renouvelée sur le plan générationnel, le PTB tend à se présenter comme étant dans la continuité et dans la transmission de l'histoire des communistes liégeois. Le parti participe ainsi activement à la mémoire communiste locale. Chaque année, à la date de l'assassinat du leader communiste Julien Lahaut, les militant·es du parti organisent avec les militant·es communistes une marche dans la ville de Seraing pour aller jusqu'au cimetière où se situe sa tombe et devant laquelle des discours de commémoration sont prononcés par des membres dirigeants de chacun des deux partis. En 2014, des militant·es de la fédération liégeoise du PCB se présentent sur les listes du PTB-GO (pour « Gauche d'ouverture ») dont certain·es seront élu·es.

Reconfiguration des modalités d'articulation entre luttes syndicales et politiques

Mais quel est le sens effectif de la réappropriation de cet héritage par le PTB pour les ouvriers et militants syndicaux de la sidérurgie ? À de très rares exceptions près, ce n'est pas en soi le projet de société communiste qui fait sens pour les ouvriers, illustrant, en miroir, une conscience de classe façonnée par un anti-communisme spontané et l'aspiration à une amélioration des conditions d'existence au sein même de la société capitaliste.

Pour les ouvriers qui sont rentrés dans l'entreprise dans les années 1980, le PTB permet surtout de renouer avec l'idéal d'un « syndicalisme de combat » conçu comme un syndicalisme d'actions directes et offensif sur ses revendications^[12]. Les plus militants d'entre eux peuvent se référer à la Charte de Quaregnon (1894), texte fondateur du Parti ouvrier de Belgique (POB) – ancêtre du Parti socialiste actuel – dont la tonalité marxisante avait, à l'époque, précisément servi à séduire les ouvriers de la grande industrie en quête d'actions directes plus radicales^[13]. Cette (re)valorisation d'un syndicalisme de combats et de délégués « charismatiques » fait sens dans le cadre des mobilisations contre les restructurations visant à défendre à la fois les acquis sociaux et la dignité ouvrière. On peut en outre observer que, si le PTB s'efforce de se présenter comme l'héritier des militants communistes, son rapport à ce qu'il subsiste de l'idéologie renardiste au sein des organisations syndicales demeure plus ambivalent. Dans l'entreprise, certains militants syndicaux se réclament de cet héritage principalement pour sa valorisation de l'action directe – bien davantage que pour le programme des réformes de structure. À ce titre, ils peuvent être amenés à adhérer au PTB pour des motifs similaires à ceux évoqués plus haut. En revanche, l'interprétation d'un régionalisme de gauche, issue des revendications des années 1950 et 1960 et encore revendiquée par plusieurs responsables syndicaux liégeois, entre en tension avec la perspective unitaire que défend le PTB.

Enfin, parmi les ouvriers rentrés dans l'entreprise début des années 2000 (soit après la privatisation de l'entreprise en 1998) dans des conditions plus précarisantes, l'adhésion au PTB ne se fait pas explicitement en mobilisant l'histoire des luttes ouvrières et syndicales passées. Il s'agit davantage d'un vote de sanction contre l'ensemble du monde politique et, en particulier, le Parti socialiste, cible d'ailleurs de nombreuses attaques du PTB^[14]. Ce rejet est profondément inscrit dans une lecture classiste du monde social et alimenté par un fort ressentiment de classe, ainsi que le souhait de voir advenir un nouveau relai politique pour les ouvriers. Le PTB parvient ainsi à créer des convergences entre deux générations de l'usine et, partant, des fractions différenciées du monde ouvrier, en combinant des éléments discursifs « populistes » envers la classe politique et une lecture marxiste des rapports sociaux de classe^[15]. Lors des élections de 2012, par exemple, le PTB

met en avant une rhétorique contre la classe politique à travers sa campagne « Stop au cirque politique ! ».

Quelles perspectives ?

Contrairement à d'autres cas où les restructurations industrielles ont généré des situations de « périphérisation politique », celui de la sidérurgie liégeoise montre ainsi un renouveau des liens entre mondes ouvriers et parti de gauche, renouveau qui s'inscrit dans la crise du modèle social-démocrate et de ses protagonistes face au capitalisme internationalisé et financiarisé. Il reste cependant à s'interroger plus en profondeur sur les perspectives de ce renouveau : le PTB politise-t-il le syndicat pour construire le parti ou propose-t-il réellement de repenser en profondeur le syndicalisme, ses leviers d'action et sa stratégie ? En particulier, comment un parti qui se déclare ouvertement marxiste aujourd'hui peut-il mener à bien son projet dans un pays où le syndicalisme reste fortement institutionnalisé et intégré dans le fonctionnement de l'État ?

Notes de bas de page :

[1] Ce texte est une version raccourcie de mon article « [Comprendre l'émergence du PTB à Liège : penser l'héritage social-démocrate à partir du cas des ouvriers de la sidérurgie](#) », paru en 2024 dans la *Revue Travail Formation Emploi* (n°18).

[2] « [Le PTB obtient surtout de bons résultats dans les zones industrielles, auprès des jeunes et dans les villes](#) », site du PTB, le 17 juin 2024.

[3] « [206 syndicalistes renforcent nos listes](#) », site du PTB, le 10 mai 2024.

[4] Arthur Boriello, « Représenter les travailleurs : discours et stratégie électorale du PTB aux élections de 2024 », communication présentée lors de la journée d'étude « Ancrages sociaux et syndicaux des partis politiques belges », 20 mars 2025 (UNamur).

[5] Pascal Delwit, *PTB. Nouvelle gauche, vieille recette*, Liège, Luc Pire, 2014. Le renardisme refuse la tutelle du parti ouvrier (« socialiste » après 1945).

[6] CRISP (ed.), « La grève de septembre-octobre 1973 à Cockerill », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1974, vol. 30, n° 656, p. 1-34.

[7] Lili Soussoko « Politiser par le soin, soigner par l'action politique », présentation lors de la journée d'étude Ancrages sociaux et syndicaux des partis politiques, 20 mars 2025.

[8] Pascal Delwit, « Le Parti du travail de Belgique – Partij van de Arbeid (PTB-PVDA). Redéploiement de la gauche radicale en Belgique » dans *Les partis politiques en Belgique*, Éditions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2021, p. 349-375.

[9] Cédric Lomba, *La restructuration permanente de la condition ouvrière*, Éditions du Croquant, 2018.

[10] Voir Damien Robert, « Emploi, sidérurgie et reconversion dans la région liégeoise », *Études marxistes*, 2011, supplément au n°96, p. 1-35.

[11] R. Bruyere, *Travail syndical et influence du Parti Communiste de Belgique au sein de la FGTB liégeoise dans les années 1970 et 1980*, op. cit.

[12] C. Piret, *En quête de conscience de classe. Étude de cas élargie des subjectivités de classe des anciens ouvriers de la sidérurgie liégeoise face aux restructurations*, Thèse de doctorat, 2022.

[13] Francine Bolle, « Que faire de la Charte de Quaregnon ? », *Politique, revue belge d'analyse et de débat*, 2018, n° 103, p. 53-59.

[14] La présence du Parti socialiste au sein des gouvernements fédéraux est sans interruption de 1988 à 2014 et tout aussi exceptionnelle au niveau régional. Ils participent ainsi à des gouvernements d'austérité qui ne manque pas d'écorcher les relations avec la FGTB.

[15] Voir aussi : Seongcheol Kim, « On Populism and Class Politics: The Polish Union of Labour and the

Workers' Party of Belgium », *Journal of Representative Democracy*, 2024, vol. 60, n° 3, p. 535-543.

Pour citer cet article :

Cécile Piret, « Faire sens dans la crise : le PTB et l'héritage militant syndical dans la sidérurgie liégeoise », *Silomag*, n° 19, juillet 2025. URL:
<https://silogora.org/faire-sens-dans-la-crise-le-ptb-et-lheritage-militant-syndical/>